

Décret n° 74-93 du 15 février 1974, fixant les attributions du ministère de l'équipement.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret n° 70-46 du 14 février 1970, fixant les attributions du ministère des travaux publics et de l'habitat;

Vu le décret n° 73-605 du 30 novembre 1973, portant nomination des membres du gouvernement;

Vu l'avis du premier ministre et du ministre de l'équipement;

Décrétons:

Article premier. - le ministère de l'équipement a pour mission générale de doter le 'pays des infrastructures et des équipements collectifs nécessaires à son développement.

A cet effet, il est chargé ;

-d'élaborer et de réaliser les projets relatifs à l'infrastructure des transports routiers, maritimes et aériens;

-de veiller à l'entretien, à la modération et au développement du réseau routier;

-d'étudier et de réaliser les projets relatifs à l'infrastructure hydraulique et à l'assainissement urbain;

-d'élaborer et d'animer la politique de l'aménagement du territoire;

-d'élaborer la politique du gouvernement en matière d'habitat et d'urbanisme;

-d'assurer l'étude et la construction des bâtiments civils de l'Etat.

Art. 2. - dans le domaine de l'infrastructure du transport routier, le ministère de l'équipement est chargé de l'élaboration et de la réalisation des projets des travaux relatifs aux routes et ouvrages d'art, ainsi que de leur exploitation et de leur entretien.

Art. 3. - dans le domaine d'équipement aérien et maritime, le ministère de l'équipement est chargé de l'étude, de la construction et de l'équipement des ports aériens et des ports de commerce, ainsi que des ports de pêche et plaisance.

Art. 4. - le ministère de l'équipement est chargé, dans le cadre des plans directeurs d'aménagement hydraulique et de planification des eaux, de l'étude et de la réalisation des ouvrages de collecte et d'adduction principale des eaux à partir ou vers les barrages.

Il veille également à l'élaboration et à la réalisation des programmes d'assainissement urbain, de protection des villes contre les inondations et de lutte contre la pollution hydrique.

Art. 5. - dans le domaine de la topographie et de la cartographie, le ministère de l'équipement est chargé :

-de l'exécution des travaux se rapportant à l'immatriculation foncière et au cadastre; des études et travaux topographiques; des études et travaux géographiques et cartographiques.

Art. 6. - en matière d'aménagement du territoire, le ministre de l'équipement est chargé, en collaboration avec les collectivités locales et les ministères concernés d'élaborer et d'animer la politique de l'aménagement du territoire et de veiller à son exécution.

A cet effet, il prépare notamment : les schémas d'aménagement à l'échelle locale, régionale et nationale; les plans directeurs d'aménagements et de lotissement.

Art. 7. - en matière d'habitat et d'urbanisme, le ministère de l'équipement est chargé de l'élaboration de la politique du gouvernement dans ce domaine et de veiller à son application.

- il procède à la mise en application des différentes formes d'encouragement de l'Etat en matière d'aide à l'habitat, notamment la prime à la construction d'immeuble d'habitation, les prêts et subventions pour l'amélioration de l'habitat.

Il procède à l'approbation des plans de lotissement et des ensembles urbains et d'une manière générale, veille au respect de la réglementation en matière d'urbanisme matière d'exigence. De la construction, de l'aménagement foncier et de l'urbanisme, il favorise la prise en considération de la qualité architecturale et de la protection des sites et des abords des monuments historiques.

En outre, il met en œuvre la politique du gouvernement en matière d'épargne-logement et d'aide à la construction.

Il est habilité à octroyer les agréments aux sociétés immobilières d'habitation et réglemente l'exercice de cette profession.

Art. 8. - le ministère de l'équipement assure l'étude et la réalisation des projets relatifs aux constructions neuves et aménagements nouveaux.

Il participe à ce titre, à l'élaboration des programmes de travaux des services affectataire et commune service constructeur, il peut être appelé à gérer les crédits qui lui sont délégués en de la réalisation de ces programmes.

L'entretien et les grosses réparations des bâtiments civils sont assurés par les départements intéressés après information ministère de l'équipement qui peut leur prêter son concours cas échéant.

En outre, il peut prêter son concours en ce qui concerne la construction et l'entretien des bâtiments administratifs -dépendant offices, sociétés étatiques et paraétatiques et des organisme d'utilité publique qui solliciteraient son assistance.

Il élabore les normes et les réglementations en matière de construction et assure la tutelle technique des groupements d'architectes, d'ingénieurs conseils bureaux d'études et entrepreneurs travaux publics.

Il est habilité à octroyer les agréments à ces groupements professionnels et réglemente l'exercice de ces professions.

Art. 9. - le ministère de l'équipement peut par convention charger les offices et sociétés nationales d'effectuer des travaux d'infrastructure et d'équipement entrant dans le cadre de ses attributions;

Art. 10. - le ministère de l'équipement est chargé de l'administration du domaine public relatif à l'exercice des attributions ci-dessus mentionnées et propose les expropriations entrant dans cadre de ses activités.

Art. 11. - le ministère de l'équipement assure la liquidation des dommages de guerre.

Art. 12. - le ministère de l'équipement assure la tutelle d

Organismes et sociétés relevant de son autorité et notamment:

La société nationale immobilière de Tunisie; la caisse nationale d'épargne logement; l'agence foncière de l'habitat;

La compagnie générale maritime; la société d'entreprise et de matériel.

Art. 13. - toutes dispositions antérieures contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 14. - le ministère de l'équipement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République tunisienne.

Fait à Tunis, le 15 Février 1974

P. Le président de la République Tunisienne et par délégation,

Le Premier Ministre

Hedi Nouira

Décret n° 92-248, du 3 février 1992, complétant le décret n° 74-93 du 15 février 1974, fixant les attributions du ministère de l'équipement.

Le Président de la République

Sur proposition du ministre de l'équipement et de l'habitat;

Ville loi n° 89-20 du 22 février 1989, réglementant l'exploitation des carrières; ville décret du 16 octobre 1938, relatif au commerce, à la conservation et au transport des explosifs;

Vu le décret n° 68-88 du 28 mars 1968, concernant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu le décret n° 74-93 du 15 février 1974. Fixant les attributions du ministère de l'équipement;

Vu le décret n° 88-1413 du 22 juillet 1988, portant organisation du ministère de l'équipement et de l'habitat;

Vu le décret n° 89-1616 du 17 octobre 1989, fixant la composition, les attributions et le fonctionnement des commissions consultatives des carrières, modifié et complété par le décret n° 90-2009 du 3 décembre 1990;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1938, réglementant les conditions techniques générales auxquelles sont soumis les dépôts d'explosifs;

Vu l'arrêté du 12 octobre 1953, réglementant l'exploitation des mines et carrières;

Vu l'arrêté du 18 avril 1955, portant nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu l'arrêté du 31 mai 1990, réglementant l'exploitation des carrières;

Vu l'avis du ministre d'Etat ministre de l'intérieur et du ministre de l'économie nationale;

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète:

Article premier. - il est ajouté à l'article premier du décret susvisé n° 74-93 du 15 février 1974, le paragraphe suivant

- de l'organisation de la gestion et du contrôle:

1) de l'exploitation des carrières;

- 2) des stations de concassage et de criblage des produits de carrières;
- 3) de la production, commercialisation, dépôt, transport et distribution des explosifs et de leur utilisation.

Art. 2. - le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et les ministres de l'économie nationale et de l'équipement et de l'habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 3 Février 1992

Zine El Abidine Ben Ali